

Mérignac

L'union sacrée décrétée

Les élus ont rappelé lundi soir leur soutien aux salariés de LaSer Cofinoga, menacés par un plan de suppression d'emplois de grande envergure.



2 sur 3

Le 20 janvier, la direction de LaSer Cofinoga a réuni le comité central d'entreprise (CCE) pour lui annoncer la mise en place d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) devant se traduire par la suppression de 462 postes, dont 397 à Mérignac.

Lundi soir, presque un mois après l'annonce, les élus du Conseil municipal ont débattu de ce sujet qui fêle la vitrine économique de la ville.

Soutien sans faille de l'opposition

Tous les groupes politiques font bloc autour des salariés de Cofinoga, y compris sur les bancs de l'opposition.

Pour Fabien Rothé (Modem), l'actionnaire BNP Paribas cherche volontairement à se saborder pour faire « une opération médiatique. Il tue à petit feu une filiale intervenant dans un secteur d'activité devenu impopulaire. » L'élue a invité le maire à soutenir la proposition de Jean Lassalle, député des Pyrénées-Atlantiques, visant à former une commission d'enquête parlementaire afin d'étudier les « méthodes douteuses » de la banque. Reste que les délais sont courts, la session parlementaire devant se terminer aux alentours du 7 mars. Esquivant la proposition d'un trait d'humour (lire ci-contre), « Il faut qu'on soit sur le terrain, mobilisés, prêts à répondre aux sollicitations », a rétorqué le premier magistrat.

Plus bref, Vincent Coeurderoy (UMP) a lui aussi exprimé sa solidarité avec les salariés. « Évitions de transformer ce drame social en combat politique », a-t-il cependant ajouté.

De son côté, Thierry Millet (Nouveau Centre) a apporté un « soutien sans faille » au personnel. « Il doit y avoir un accompagnement de chaque situation personnelle. Il faut exiger des actionnaires un budget de reconversion sociale. » Pour autant, Thierry Millet a tenu à rappeler les effets bénéfiques de la loi Lagarde. « Elle apporte un progrès social pour les ménages confrontés au surendettement. Il ne faut pas regretter le recul d'une activité qui a beaucoup profité aux spécialistes du crédit revolving. »

En retraçant l'historique de la situation, le maire a rappelé qu'un courrier avait été envoyé le 26 janvier à Baudouin Prot, PDG de BNP Paribas, l'actionnaire majoritaire de LaSer Cofinoga. Cette lettre avait été cosignée par cinq grands élus girondins : les présidents de la Région, du Conseil général, de la CUB et les maires de Bordeaux et Mérignac. Baudouin Prot avait répondu qu'une centaine de postes feraient l'objet d'un reclassement au sein des groupes actionnaires. « Un nombre tragiquement insuffisant par rapport à ce qu'on est en droit d'attendre », clame Michel Sainte-Marie.

Un plan de revitalisation

Même si les effets conjugués de la loi Lagarde et de la crise financière ont affaibli le marché du crédit à la consommation. « On est revenu en 2011 au niveau de 2001. Le secteur a perdu grosso modo dix années de croissance. »

Mais ce constat n'émeut pas Marie Récalde, adjointe au développement économique et candidate socialiste aux législatives dans la 6e circonscription. « Dix ans de bénéfices à hauteur de 1,5 milliard et la seule variable d'ajustement aujourd'hui, ce sont les salariés », déplore-t-elle.

Malgré la baisse d'activité, il resterait, selon elle, du grain à moudre. En effet, le chiffre d'affaires de LaSer Cofinoga était en 2011 de 550 millions d'euros. « La société a dégagé au premier semestre un résultat net de 35 millions. C'est donc une entreprise rentable qui licencie à des seules fins d'optimisation du profit de la BNP et des Galeries Lafayette. »

Au nom de son groupe politique, la socialiste réclame des efforts à la mesure des bénéfices récoltés. À savoir le lancement d'un plan de revitalisation, un accompagnement social et financier des personnes menacées de licenciement ou souhaitant créer leur entreprise, une solidarité plus importante sur les offres de postes au sein des deux groupes actionnaires.

Une conférence bancaire

D'accord sur le constat et les solutions à apporter, Gérard Chausset (Europe Écologie-Les Verts) estime que l'application du PSE serait un « drame humain » pour l'agglomération. Avec 2 255 emplois, « Cofinoga est une entreprise phare du secteur tertiaire, l'âme du secteur économique autour de l'aéroport ». L'écu écologiste admet la nécessité de faire évoluer le crédit à la consommation vers « un modèle économique plus soutenable ». « Cependant, les salariés n'ont pas à subir l'incurie du secteur bancaire. » Dans son esprit, Cofinoga a des atouts à faire valoir : son fichier, sa connaissance des clients, le recouvrement pour le compte de tiers... « Cette diversification est aujourd'hui en panne. Nous exigeons des dirigeants qu'ils assument

leurs responsabilités, préservent le site de Mérignac et définissent une stratégie de développement. » Joël Girard, du groupe communiste, a regretté à son tour que l'emploi serve de variable d'ajustement. D'autant que la loi Lagarde, la hausse du chômage et la politique d'austérité étaient des choses prévisibles. Il a demandé un moratoire sur les suppressions d'emplois ainsi qu'une table ronde en vue de préserver l'entreprise. L'élu a également profité de l'occasion pour relancer l'idée d'une conférence bancaire réunissant acteurs du secteur, collectivités et représentants des salariés.